Critique Sociale

Bulletin d’informations et d’analyses pour la conquête de la démocratie et de l’égalité

numéro 3 - décembre 2008

La société du chômage de masse

C’est l’une des conséquences de l’actuelle crise du capitalisme : le chômage est en hausse, un peu partout dans le monde.

Aux Etats-Unis, le nombre de chômeurs indemnisés a dépassé les 4 millions en novembre, son plus haut niveau depuis 1982 (ce chiffre ne comprenant pas les chômeurs non indemnisés qui, à titre d’exemple, sont majoritaires en France) ; selon l’OCDE, il y a eu 2,8 millions de chômeurs en plus aux Etats-Unis en un an[1]. Les travailleurs du secteur automobile sont actuellement particulièrement menacés par les licenciements.

Le capitalisme chinois est également très gravement touché, la bourse de Shanghaï ayant perdu plus des deux tiers de sa valeur en un peu plus d’un an[2]. Selon les chiffres officiels eux-mêmes, il y aurait 10 millions de nouveaux chômeurs depuis le début de l’année 2008.

Eurostat donne un total de 16,7 millions de chômeurs dans l’Union Européenne en septembre 2008 (en se basant pourtant sur des chiffres sous-évalués), soit 7,5 % des actifs au chômage contre 7,3 % un an plus tôt. Selon la même source, le chômage des jeunes s’établit à 15,3 % dans l’UE[3].

En France, le chiffre réel était de 3.099.300 chômeurs en septembre 2008[4]. Etant donné qu’il y a selon l’INSEE 25,6 millions d’emplois, cela donne un pourcentage de 10,8 % de chômeurs en France en septembre 2008 (avant même que les effets de la crise ne se fassent véritablement sentir). En octobre

---

[1] « Incidence de la crise économique sur l’emploi et le chômage dans les pays de l’OCDE », 25 novembre 2008 : http://www.oecd.org/document/0/0,3343,fr_2649_33927_41738752_1_1_1_37457,00.html

[2] L'indice SSE était à 5.934 le 5 octobre 2007, et à 1.889 le 19 novembre 2008 : une diminution de 68,2 %.

[3] Eurostat News Release Euro Indicators 152/2008, 31 octobre 2008.

[4] Demandeurs d’emplois de catégories 1, 2, 3, 6, 7 et 8 ; cf DARES et ANPE, *Première informations et premières synthèses* 44.1, octobre 2008, p. 1. Ces chiffres ne comptent évidemment que les chômeurs effectivement inscrits à l’ANPE, et sont donc inférieurs à la réalité.

2008, ce chiffre était en augmentation de 51.700, avec un total de 3.151.000 chômeurs[5], soit 11 % de chômeurs parmi les actifs.

La crise économique va léser avant tout les travailleurs du monde entier, et a déjà commencé à le faire. Les chiffres du Bureau International du Travail (BIT) « *indiquent que le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 20 millions, et que le nombre de travailleurs pauvres vivant avec moins de $2 par jour était également susceptible de largement augmenter.* »[6]

Partout dans le monde, la récession atteint principalement ceux qui sont déjà les plus défavorisés. C'est encore le cas avec la crise actuelle qui entraîne cette hausse du chômage. Cette aggravation nous rappelle que nous vivons depuis des années dans une société marquée par un chômage de masse durable.
Le chômage est un phénomène dont l'existence dépend de l'organisation économique qui régit la société ; ce n'est pas un phénomène aux origines « extérieures », ni même « naturelles ». Or force est de constater, et de mettre au passif du système économique actuel, que le chômage de masse dure depuis 25 ans, avec parfois des variations dans son intensité, mais sans discontinuer.

Ce chômage de masse durable pèse fortement à la baisse sur les salaires, et participe de l'accroissement des inégalités[7]. Il contribue au développement des contrats précaires et des temps partiels subis, qui touchent très majoritairement les femmes (près d'une salariée sur trois est en temps partiel[8]). En France, « *sur près de 3 millions d'emplois créés entre 1982 et 2007, plus de 2,3 millions l'ont été à temps partiel.* »[9] Plus de la moitié des nouveaux contrats signés sont précaires et d'une durée de moins d'un mois ![10] Dans le secteur public, la précarité a été multipliée par 7 en vingt ans : « *près de 14 % des agents publics étaient contractuels ou vacataires en 2003 (contre 2 % en 1982).* »[11]

Dans le cadre de son attaque contre les services publics et leurs personnels, le gouvernement français détruit des dizaines de milliers d'emplois, notamment dans l'enseignement - et ce sont souvent de vrais emplois, stables et à temps complets. La politique de l'Etat est également, de fait, de normaliser et d'encourager la pratique des contrats précaires.
Cette dégradation de la situation des travailleurs est beaucoup plus largement à l'œuvre : il y a 108 millions de salariés européens précaires[12].
Cette « flexibilité » au bénéfice des patrons, qui est imposée par eux, et que les travailleurs sont poussés à accepter à cause du chômage de masse persistant, montre que dans le fonctionnement du capitalisme des êtres humains sont considérés uniquement comme des variables d'ajustement.

La permanence du chômage de masse permet aux patrons non seulement de ne pas augmenter les salaires, mais aussi d'accroître la pression sur les salariés (« T'es pas content ? Tu peux aller pointer au chômage ! »). En cas de plein emploi, le patron aurait plus de mal à licencier un travailleur, car il lui serait plus difficile de trouver un remplaçant ; alors que le licencié n'aurait pas de problème pour retrouver un autre emploi - c'est-à-dire en fait un autre revenu. Cette situation favorise donc la classe dominante dans le rapport de force entre classes sociales.

En France, la pratique gouvernementale est la suivante : puisque les maîtres de l'Etat ne font pas cesser le chômage de masse, plutôt que de s'en prendre au chômage, ils s'en prennent aux chômeurs. Concrètement : les allocations-chômage diminuent, et les radiations augmentent. Ces politiques contre les

---

[5] DARES et ANPE, *Première informations et premières synthèses* 48.1, novembre 2008, p. 1.
[6] Communiqué de l'OIT du 21 novembre 2008 :
http://www.ilo.org/global/About_the_ILO/Media_and_public_information/Press_releases/lang--fr/WCMS_100713/index.htm
[7] Voir « Les inégalités ne cessent de s'accroître », paru dans *Critique Sociale* n° 2, novembre 2008.
[8] Précisément : 30,2 % des femmes salariées étaient en temps partiel en 2007 en France (INSEE, *L'emploi, nouveaux enjeux* - édition 2008, p. 22).
[9] INSEE, op. cit., p. 23.
[10] 57%, cf *Le Monde*, supplément économie, 4 novembre 2008.
[11] INSEE, op. cit., p. 22.
[12] *Le Monde*, supplément économie, 4 novembre 2008.

chômeurs non seulement ne créent pas un seul emploi, mais sont encore plus contre-productives : précariser encore plus les chômeurs n'a que des effets négatifs.

Cette offensive contre les chômeurs a deux aspects. Il y a une attaque pratique : c'est la « chasse » aux chômeurs, dont l'augmentation des contrôles et des sanctions. Cela s'accompagne d'un mépris des chômeurs d'une part, et d'une baisse de la part des salaires dans la répartition de la richesse produite. Le capitalisme a besoin d'entretenir une concurrence entre les travailleurs, pour amoindrir la solidarité de classe qui existe entre les salariés et les chômeurs.

Il y a également une attaque idéologique : on nous dit que le chômeur doit « s'insérer » (comme s'il était hors de la société !), que le chômeur serait « fainéant », ou pas assez formé, etc… Il y a une tentative de culpabiliser les chômeurs, alors qu'en fait le chômage ne vient évidemment pas des chômeurs : le problème c'est qu'il manque des emplois. Cette attaque idéologique vise à faire porter la responsabilité du chômage aux chômeurs, alors qu'ils en supportent déjà les conséquences pratiques, et qu'ils n'en sont absolument pas responsables. La responsabilité est celle du système économique, de l'organisation des rapports de production.

Cette idéologie anti-chômeurs est le corollaire de l'idéologie de la soumission au salariat. Cette dernière a pour but de prétendre que devoir occuper un travail salarié serait une bonne chose. Sauf que le recours au salariat n'est pas un moyen de « se réaliser », mais un moyen de s'aliéner. C'est une contrainte imposée par les structures économiques actuelles. La société capitaliste a besoin du système du salariat, qui est sa base de fonctionnement, pour exploiter les travailleurs et ainsi réaliser du profit. L'idéologie dominante prétend donc qu'il serait « épanouissant » de se faire exploiter, et de perdre son temps dans une activité dont on ne maîtrise pas les fins…

Selon l'idéologie dominante, il faut « se donner » à son travail, s'y consacrer (voire s'y sacrifier). La vieille morale religieuse « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front » était déjà dans l'intérêt des dominants ; cette obligation religieuse se perpétue pour le plus grand bonheur des privilégiés qui, ainsi, peuvent le rester - grâce au labeur de ceux qui sont obligés de travailler pour avoir de quoi vivre.
Plutôt que de se consacrer à une activité dont les fins nous échappent, mieux vaudrait vivre plus librement, cesser de perdre notre temps à travailler - ce qui est globalement impossible tant que règnent le capitalisme et son corollaire : le système du salariat. L'idéologie de la « valorisation » du travail n'est qu'une mystification, une protection idéologique de ce fondement de l'injustice qu'est le salariat.

Quand on est salarié, la perspective du chômage est décrite comme une menace de déchéance personnelle, alors que le problème est en fait qu'on gagne encore moins d'argent, voire pas du tout - ce qui d'ailleurs n'est pas forcément du au principe du chômage, mais au faible niveau des allocations.
Quand on est chômeur, le salariat est par contre décrit pour ce qu'il est : il faut « vous vendre » disent les « conseillers » ANPE. « Se vendre », comme une marchandise, tel est effectivement le ressort du système du salariat.

La persistance du chômage de masse contribue donc à une pression psychologique qui pèse tant sur les chômeurs (qui tendent à être déconsidérés), que sur les salariés (qui en raison du chômage important ont moins de facilité à refuser des comportements patronaux intolérables).

L'ANPE contre les chômeurs

Des choix politiques ont fait que, de plus en plus, l'ANPE n'est plus un lieu pour aider les chômeurs, mais pour faire du bourrage de crâne. Il n'y a pas seulement un manque criant de personnel dans les ANPE, mais aussi une modification profonde de la fonction des agents.
Ainsi les « conseillers » peuvent passer des rendez-vous entiers à exiger du chômeur qu'il modifie à nouveau la présentation de son CV, à l'envoyer vers des « ateliers CV », des « ateliers entretiens

d'embauches »[13], etc… Autant d'heures de perdues pour les chômeurs et pour les personnels de l'ANPE : tout ça ne crée évidemment pas un seul emploi, et ne sert qu'à renforcer une absurde concurrence entre chômeurs (ce qui est typiquement un « jeu à somme nulle »).

Il faut noter que si le gouvernement a un temps prétendu que le chômage baissait largement, dans les ANPE le discours est resté tout autre : les personnels connaissent parfaitement la persistance du chômage de masse. Ce fait conduit une partie des agents ANPE à une surenchère de pression sur les chômeurs, qui est aussi illégitime qu'absurde. En effet, certains considèrent que la conséquence du chômage de masse, c'est que les chômeurs doivent se plier d'avance à tous les desideratas réels ou supposés des patrons (ce qui, encore une fois, ne peut pas faire baisser d'un iota le chômage !). Par exemple, des ateliers organisés par l'ANPE servent à faire intégrer par les chômeurs des « règles » aussi normatrices que stéréotypées : avant d'aller à un entretien d'embauche, les femmes doivent se maquiller, et les hommes doivent se raser ! Si les patrons décidaient de ne plus embaucher que des personnes qui se coupent un doigt, nul doute que l'ANPE ne manquerait pas de radier tous les « non-conformistes », « rebelles », et autres « mauvais chômeurs », qui oseraient garder leurs dix doigts en période de chômage de masse…

En plus d'être une machine à radier, et donc à couper tous les revenus des personnes victimes de radiation, l'ANPE est de plus en plus souvent un lieu de violence psychologique. Le passage au « Pôle emploi », par fusion de l'ANPE et des ASSEDIC, se fait dans un esprit tendant à aggraver encore cette situation, ce que dénoncent d'ailleurs les syndicats des personnels concernés[14].
C'est encore une conséquence néfaste supplémentaire du chômage de masse.

* * *

Forte mobilisation dans l'enseignement

La journée de mobilisation dans l'enseignement du 20 novembre a été une réussite. Plus de la moitié des enseignants étaient en grève, plus de 200.000 manifestants étaient dans les rues, contre les suppressions de postes (et donc contre les classes surchargées), contre la suppression des RASED - Réseau d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté -, notamment.



C'est un succès pour cette étape dans la lutte indispensable contre la politique gouvernementale. Ne souhaitant de toute évidence pas répondre sur le fond, le ministre Darcos préfère la provocation, et la mise en avant de son ignorance des réalités.

---

[13] Nous n'exagérons pas, cf le site internet de l'ANPE :
http://www.anpe.fr/espace_candidat/conseils_emploi/prestations_anpe/ateliers_recherche_emploi/reussir_votre_embauche/preparer_un_entretien_embauche_7480.html
[14] Qui appellent à une grève le 1er décembre 2008. Voir l'appel :
http://www.actuchomage.org/modules.php?op=modload&name=News&file=article&sid=4187

Ces attaques contre l'enseignement public s'inscrivent dans le cadre d'une attaque globale contre les services publics, contre les droits collectifs, contre les travailleurs. Pour l'emporter, le mouvement se doit de se poursuivre, de s'élargir, de s'unifier.

* * *

Un « congrès » « socialiste » ?

Le congrès de Reims du Parti dit socialiste s'est tenu les 14, 15 et 16 novembre. Mais peut-on vraiment parler d'un congrès ? La « commission des résolutions », tenue dans la nuit de samedi à dimanche, avait en réalité les attributions qu'un congrès devrait avoir. En séance plénière, seuls quelques « chefs » ont le droit de s'exprimer longuement et à plusieurs reprises à la tribune, quand les militants de base ne peuvent pas y accéder. Du coup, le samedi les « chefs » disaient à la tribune : « voilà ce que je dirai ce soir à la commission des résolutions », et le dimanche ils y disaient : « voilà ce que j'ai dit à la commission des résolutions » ! Les congressistes étaient plus considérés comme un public de meeting que comme des délégués mandatés par les adhérents pour décider collectivement des contenus politiques.
Comment ces soi-disant « socialistes » pourraient-ils lutter contre le principe hiérarchique et oligarchique, alors qu'ils l'appliquent dans leur parti, y compris lors de leur « congrès » qui est supposé être un lieu de débat et de décision démocratique ?

Sur le fond, les discours n'avaient rien de socialiste, et les références verbales à Jaurès étaient manifestement là pour servir d'alibi à une continuité qui, dans les faits, n'existe plus depuis longtemps.
La crise du PS est aussi un épisode supplémentaire de la décomposition de la social-démocratie européenne. Que ce PS ait gagné les dernières élections municipales et régionales importe peu à sa direction, qui désespère surtout d'en refaire une machine à gagner les présidentielles, clé du pouvoir d'Etat en France.

Enregistrant la disparition électorale du PCF, nombreux sont ceux – qu'ils le disent en congrès ou non – qui louchent vers une alliance avec les centristes, force d'appoint de rechange rendue d'autant plus compatible que le PS a systématiquement fait des choix « sociaux-capitalistes » ces dernières années. Le PS français, que certains nous disaient être « le plus à gauche » en Europe à l'époque d'un gouvernement Jospin qui, pourtant, rétablissait le travail de nuit pour les femmes, a décroché de son électorat, ce décrochage ayant été particulièrement visible lors du référendum de 2005.
Ses succès électoraux sont devenus de nature instable, de type protestataire (lui qui n'a pourtant rien de protestataire), faute de mieux pour battre la droite. La crise financière et économique ne sera pas pour ce parti une base pour contester le capitalisme, ne serait-ce que de façon strictement réformiste. Par sa nouvelle déclaration de principes (qui met sur le même plan patronat et syndicats en tant que « partenaires sociaux » pour « réguler » par contrat aux côtés de la loi), par ses abstentions répétées au parlement qui laissent un boulevard à la droite, le PS n'a à opposer à la crise que la même incantation pieuse que Sarkozy d'une « régulation » du « marché », plus une relance keynésienne que l'UMP finira peut-être par adopter sous le poids du réel.

Que le PS n'ait plus rien de « socialiste », plus rien d'un « parti ouvrier », cela est devenu pour tout un chacun une triste évidence et ne peut plus nous surprendre. Mais que dans un régime politique quasiment bipolaire ce parti ne fasse pas un minimum de travail d'opposition, cela interpelle quant à la disparition de tout clivage idéologique réel entre les partis bourgeois, de droite comme « de gauche ».
Sur la modification de la Constitution ayant permis la ratification du traité de Lisbonne, sur la guerre en Afghanistan, sur le plan de sauvetage des banques, les parlementaires PS n'ont pas combattu, n'ont pas voté contre. Certains comme Manuel Valls ont même soutenu publiquement l'allongement de la durée de cotisation retraite. Le premier secrétaire sortant préférait s'attaquer aux syndicats SUD (« *le syndicalisme*

que l'on doit combattre, c'est celui de SUD », François Hollande, entretien à *Sud Ouest* le 26-11-2007) que soutenir les nombreuses luttes de ces dernières années. Beaucoup de militants voient qu'aux USA, la démocratie bourgeoise s'est réduite à une offre entre deux partis bourgeois, mais s'illusionnent encore sur la nature du bipartisme français. Ils s'émeuvent de la disparition de la gauche parlementaire en Italie sans tirer les leçons du comportement de celle-ci en France. La disparition de la gauche ex-réformiste italienne dans un centre démocrate n'était pas un hasard. Que ce soit dit franchement avec Ségolène Royal ou que ça se fasse plus hypocritement avec Martine Aubry, la logique même de l'évolution de ce parti est déjà dans cette direction.
La longue histoire de la transformation d'un parti socialiste en parti bourgeois reste à écrire, mais les prochains épisodes ne seront que des péripéties : l'œuvre est d'ores et déjà accomplie, depuis bien avant ce congrès.
Bref : électrocardiogramme plat.

(ce texte a été achevé le 18 novembre, et publié ce même jour sur notre site internet. Nous le publions tel quel sans rien y ajouter, considérant que l'élection - rocambolesque - de Martine Aubry à la tête du PS ne change rien à l'essentiel concernant ce « congrès ».)

* * * * *

Les manuscrits de Marx sur la Commune de 1871

On connaît trop peu les manuscrits de Karl Marx sur la Commune de Paris de 1871. Ces textes ont été écrits pendant les évènements eux-mêmes, à la fin d'avril et en mai 1871. Marx a ensuite - après l'écrasement de la Commune par l'armée versaillaise - rédigé le texte final de *La Guerre civile en France*, achevé le 30 mai 1871, adopté par le conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs, puis imprimé par l'AIT en juin.

Ces travaux préparatoires à *La Guerre civile en France* n'ont été publiés pour la première fois qu'en 1934, et restent malheureusement difficiles à trouver en traduction française. Pourtant, leur lecture est parfois aussi instructive et stimulante que les textes d'autres manuscrits de Marx, comme les *Thèses sur Feuerbach*, les *Grundrisse*, les *Manuscrits de 1844*, etc.

Nous en donnons donc quelques extraits, en espérant qu'un bon éditeur en assurera la réédition intégrale prochainement (en refaisant la traduction, à partir des manuscrits originaux).

- Extraits du premier essai de rédaction :

La Commune, « c'est le peuple agissant pour lui-même et par lui-même. »[15]

« La Commune a ordonné que les deux guillotines, l'ancienne et la nouvelle, fussent brûlées publiquement »[16]. Marx avait depuis longtemps affirmé son opposition à la peine de mort (voir son article « La peine capitale » dans le *New York Daily Tribune* du 18 février 1853[17]).

Pour Marx, la Commune est l'antithèse du second Empire et du pouvoir d'État :
« Ce pouvoir d'État est, en fait, la création de la bourgeoisie ; il fut l'instrument qui servit d'abord à briser le féodalisme, puis à écraser les aspirations des producteurs, de la classe ouvrière, vers leur émancipation. Toutes les réactions et toutes les révolutions n'avaient servi qu'à transférer ce pouvoir organisé – cette

[15] Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, éd. sociales, 1968, p. 192.
[16] Idem, p. 202.
[17] Traduction en français dans Karl Marx, *Œuvres tome IV*, Bibliothèque de la Pléiade, 1994, pp. 700-703.

force organisée pour maintenir en esclavage le travail – d'une main à une autre, d'une fraction des classes dominantes à une autre. Il avait été pour les classes dominantes un moyen d'asservissement et de lucre. Il avait puisé des forces nouvelles dans chaque changement nouveau. Il avait servi d'instrument pour briser tout soulèvement populaire, pour écraser les classes laborieuses après qu'elles eurent combattu et reçu l'ordre d'assurer le transfert de ce pouvoir d'un groupe de ses oppresseurs à un autre groupe. Ce ne fut donc pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'État, légitimiste, constitutionnelle, républicaine ou impériale. Ce fut une révolution contre l'État lui-même, cet avorton surnaturel de la société ; ce fut la reprise par le peuple et pour le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une révolution faite pour transférer ce pouvoir d'une fraction des classes dominantes à une autre, mais une révolution pour briser cet horrible appareil même de la domination de classe. »[18]

« La Commune se débarrasse totalement de la hiérarchie politique et remplace les maîtres hautains du peuple par des serviteurs toujours révocables, remplace une responsabilité illusoire par une responsabilité véritable, puisque ces mandataires agissent constamment sous le contrôle du peuple. Il sont payés comme des ouvriers qualifiés »[19]

« La Commune ne supprime pas les luttes de classes, par lesquelles la classe ouvrière s'efforce d'abolir toutes les classes et, par suite, toute domination de classe […] mais elle crée l'ambiance rationnelle dans laquelle cette lutte de classes peut passer par ses différentes phases de la façon la plus rationnelle et la plus humaine. »[20]

« Le fait que la révolution est faite au nom et dans l'intérêt déclaré des masses populaires, c'est-à-dire des masses productrices, c'est un trait que cette révolution a en commun avec toutes celles qui l'ont précédée. Le trait nouveau, c'est que le peuple, après le premier soulèvement, ne s'est pas désarmé et n'a pas remis son pouvoir entre les mains des saltimbanques républicains des classes dirigeantes ; c'est que, par la formation de la Commune, il a pris dans ses propres mains la direction effective de sa révolution et a trouvé en même temps, en cas de succès, le moyen de la maintenir entre les mains du peuple lui-même, en remplaçant l'appareil d'État, l'appareil gouvernemental des classes dominantes, par son appareil gouvernemental à lui. »[21]

Marx critique les conceptions du socialisme "par en haut", conceptions de ce que l'on appelle le "socialisme utopique" :
« Tous les fondateurs de sectes socialistes appartiennent à une période où la classe ouvrière elle-même n'était pas suffisamment entraînée et organisée par le développement même de la société capitaliste pour faire sur la scène mondiale une entrée historique, à une période où, d'ailleurs, les conditions matérielles de son émancipation n'étaient pas suffisamment mûres dans le vieux monde lui-même. Sa misère existait, mais les conditions de son propre mouvement n'existaient pas encore. Les fondateurs de sectes utopistes, tout en annonçant, par leur critique de la société de leur temps, le but du mouvement social, l'abolition du salariat et de toutes ses conditions économiques de domination de classe, ne trouvaient ni dans la société même les conditions matérielles de sa transformation, ni dans la classe ouvrière le pouvoir organisé et la conscience du mouvement. Ils essayaient de pallier les conditions historiques du mouvement par des tableaux et des plans chimériques d'une nouvelle société ; en propager l'idée leur paraissait le véritable moyen de salut. A partir du moment où le mouvement de la classe ouvrière devint une réalité, les chimères utopiques s'évanouirent non point parce que la classe ouvrière avait abandonné le but indiqué par ces utopistes, mais parce qu'elle avait découvert les moyens réels d'en faire une réalité. »[22]

« Proclamant hautement ses aspirations internationalistes - parce que la cause du producteur est partout la même et que son ennemi est partout le même, quel que soit son vêtement national[23] - Paris a proclamé le

[18] *La Guerre civile en France, 1871 - édition nouvelle accompagnée des travaux préparatoires de Marx*, pp. 211-212.
[19] Idem, p. 214.
[20] Idem, pp.215-216.
[21] Idem, pp. 223-224.
[22] Idem, pp. 224-225.
[23] Marx a indiqué deux possibilités de rédaction pour ce corps de phrase : « quelle que soit sa nationalité », ou « quel que soit son vêtement national ».

principe de l'admission des étrangers à la Commune, il a même élu un ouvrier étranger (membre de l'Internationale) à son Exécutif ».[24]

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMUNE DE PARIS

LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté ;

Considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ;

<u>Extraits du second essai de rédaction :</u>
Ce second essai de rédaction est à la fois plus court que le premier, et bien plus proche du résultat définitif.

« Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. L'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation. » ; « L'énorme parasite gouvernemental, qui enserre le corps social comme un boa constrictor dans les mailles universelles de sa bureaucratie, de sa police, de son armée permanente, de son clergé et de sa magistrature, date du temps de la monarchie absolue. »[25]

« Peut-être la Commune de Paris tombera-t-elle, mais la révolution sociale qu'elle a entreprise triomphera. Son lieu de naissance est partout. »[26]

* * * * *

L'absurdité du « libéralisme économique »

On appelle souvent « libéraux » ceux qui sont en fait des partisans du « libéralisme économique ». Ils se disent, comme nous, partisans de la liberté. Mais en pratique, on constate qu'ils laissent totalement de côté « *la libération à l'égard de la misère, contenu concret de toute liberté* »[27].

Il ne s'agit en fait de « liberté » que pour la minorité privilégiée. Et même pour ces privilégiés, la « liberté » dont il est question est relative : la « libre initiative » du patron n'est en fait essentiellement que l'attitude que lui imprime le stade de développement du système capitaliste, et de son secteur d'activité en particulier. Cela ne peut donc être une action « libre » dans le sens réel du mot : une contrainte permanente pèse sur les décisions des capitalistes, qui est la contrainte de la loi de la fabrication de profit - règle qui n'a pas été choisie par chaque capitaliste, mais qui est induite par le capitalisme.

---

[24] Idem, p. 226.
[25] Idem, p. 257.
[26] Idem, p. 264.
[27] Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel, essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Editions de Minuit, 1968, p. 27.

Cette contrainte imposée par le fonctionnement économique actuel pèse évidemment encore plus fortement sur les travailleurs. Egalement, les deux millions d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté dans la France de 2008 n'ont pas exactement bénéficié d'une totale « liberté économique »…
Comme le dit Zeev Sternhell : « *il n'y a pas de liberté sans une conception de l'égalité. La liberté de coucher sous les ponts n'est pas une liberté.* »[28]

Parler de liberté en matière économique est moins simple qu'il n'y paraît, puisque nous vivons dans une société divisée entre possédants, travailleurs, rentiers, pauvres, « exclus », etc. Il faut donc savoir pour qui on parle de liberté, et de quelle liberté on parle.
« ***Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur.*** »[29] Voilà ce qui permet de comprendre le caractère fallacieux d'une formule comme « liberté des marchés », répétée religieusement au nom d'une croyance dont la fausseté est pleinement démontrée (cf par exemple l'incapacité de la « liberté du marché » face à la crise écologique actuelle).
Comme l'écrivait Herbert Marcuse : « *Avoir la liberté économique devrait signifier être* ***libéré de*** *l'économie, de la contrainte exercée par les forces et les rapports économiques, être libéré de la lutte quotidienne pour l'existence, ne plus être obligé de gagner sa vie* ».[30]

Le terme de « libéralisme économique » est donc une absurdité, puisqu'il s'agit de conserver à tout prix un système de contrainte et d'oppression du plus grand nombre. « Libéralisme », dans son sens étymologique, est en fait contradictoire de « économique » - qui n'est que l'organisation de l'inégalité et de la contrainte individuelle[31] (ce qui explique qu'il ne peut pas exister d'« économie socialiste », le socialisme marquant en particulier la disparition du champ économique).
Il ne peut pas exister de riches s'il n'y a pas, à l'autre bout de la chaîne du même système, des pauvres. Il n'y a pas d'exploiteurs sans exploités… c'est là un des impensés majeurs du soi-disant « libéralisme économique ».

Cette idéologie du « libéralisme économique » est celle de l'extension du règne de l'économique, où l'économie s'immisce dans toutes les activités, qui deviennent alors soumises à une logique économique. Et cette logique s'oppose ou passe avant le libre développement humain, la sauvegarde de l'environnement, la réflexion et les choix personnels, etc.
Exemple frappant, le terme de « ressources humaines » - qui est tout sauf neutre, mais qui a désormais envahi la société - montre bien que dans la logique capitaliste, l'humain est au service de l'économique, et non l'inverse.

Cette idéologie se base entre autres sur une croyance dans « le » marché (un singulier qui montre en soi un biais idéologique), considérant que la concurrence et la « liberté » des agents économiques amènerait « naturellement »[32] à une situation d'équilibre. Mais tôt ou tard, la réalité les rattrape : à l'inverse de la superstition quasi-religieuse de ces « libéraux » dans « un marché » auto-régulateur, la crise actuelle montre ce qu'il en est. Avec cette crise financière et économique, le capitalisme se montre clairement tel qu'il est fondamentalement de façon permanente : injuste, violent, et instable.

---

[28] Zeev Sternhell, entretien avec *Libération*, 3 juin 2006.
[29] Karl Marx, *Discours sur la question du libre-échange* (prononcé à l'Association Démocratique de Bruxelles le 9 janvier 1948), in : Karl Marx, *Œuvres* tome I, *Economie I*, Gallimard, 1965, p. 154. Pour être complet, il faut citer également ce passage : « *Ne croyez pas, Messieurs, qu'en faisant la critique de la liberté commerciale nous ayons l'intention de défendre le système protectionniste.* » (idem, p. 156). Marx s'oppose au protectionnisme, qui est conservateur, le capitalisme devant au contraire se développer mondialement pour pouvoir être remplacé par un système plus juste, réellement mondialisé car libéré des frontières : le socialisme.
[30] Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, op. cit., pp. 29-30 (souligné dans l'original).
[31] « *En réduisant l'individu à son intérêt économique, l'activité sociale est donc "pétrifiée", elle se transforme en une puissance objective qui domine les individus et sur laquelle ils n'ont plus aucun contrôle.* » (Pierre Rosanvallon, *Le Libéralisme économique*, Editions du Seuil, 1989, p. 192.).
[32] Rappelons que les mécanismes économiques ne sont évidemment pas « naturels » : ce sont des constructions humaines.

De plus, les structures économiques capitalistes déterminent et limitent fortement une autonomie des individus qui reste donc illusoire, ou réservée aux plus privilégiés. Les individus sont soumis au pouvoir, à l'emprise du système économique - ainsi qu'aux rapports sociaux qu'il implique.

Ces prétendus « libéraux » ne sont donc en fait que des capitalistes extrémistes. D'ailleurs, les penseurs de ce courant ont prouvé leur « attachement à la liberté » en soutenant la dictature d'Augusto Pinochet (Milton Friedman, Mont Pelerin Society), et de façon plus générale en n'attribuant à la démocratie qu'une importance très accessoire (« *Je préfère une dictature libérale à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique* », Friedrich Hayek dixit). Les chefs d'Etat qui se sont revendiqués de cette idéologie (Thatcher, Reagan…), et qui ont été reconnus comme tels par ses « penseurs », ont restreint les libertés sociales, et leurs politiques économiques ont fortement accru les inégalités et la pauvreté.
On voit que ces « libéraux » croient bien faire de l'économie, alors qu'ils font mal de la politique. Cette politique ne bénéficie qu'aux classes dominantes, elle est au service exclusif des privilégiés et de la conservation du système existant, et ce, s'il le faut, au mépris et contre les conquêtes démocratiques et sociales. Le maintien des fondamentaux de l'organisation économique capitaliste ne permet pas la liberté pour tous. Il s'agit donc d'un certain type de conservatisme[33], puisqu'il maintient essentiellement la société dans son stade actuel : un régime structurellement marqué par de très fortes inégalités sociales. Or, de même que la liberté est indispensable pour qu'existe une véritable égalité, il ne peut pas y avoir de liberté pour tous dans une société d'inégalités.

Il est étymologiquement inexact de parler de « libéralisme » pour désigner une idéologie qui s'attache au maintien d'un carcan qui limite les possibilités des êtres humains, qui perpétue l'aliénation, qui maintient différents types de violences dans le « monde du travail » : harcèlement, stress, dévalorisation, compétition permanente, licenciements, travail dangereux et désastreux pour la santé, etc.
A l'inverse du soi-disant « libéralisme économique », tout véritable combat pour la liberté implique d'en finir avec le carcan capitaliste.

Critique Sociale n° 3, décembre 2008

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info
Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity / Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität / Democrazia - Libertà - Uguaglianza – Solidarietà / Demokrácia – Szabadság – Egyenlõség - Osszetartás

---

[33] « *le néolibéralisme ne peut pas être raisonnablement tenu pour le nouveau visage du libéralisme. S'il en a adopté le nom, ce n'est en réalité qu'une version du conservatisme* » (Immanuel Wallerstein, « Libéralisme et démocratie : frères ennemis ? », *Agone* n° 22, 1999, p. 167).